

Plus de « bons salaires à 30 \$/h », comment y parvenir ?

NOUVELLES FOURNIES PAR

Institut du Québec →

Dec 13, 2018, 06:00 ET

ANALYSE DES ÉCARTS DE SALAIRES ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO

MONTRÉAL, le 13 déc. 2018 /CNW/ - L'arrivée d'un nouveau gouvernement à Québec entraîne un changement de cap économique qui s'articule principalement autour de deux priorités : **rattraper le retard de richesse que le Québec accuse sur l'Ontario** et y **accroître le nombre d'emplois bien rémunérés**. Pour alimenter la réflexion autour de ces enjeux, l'Institut du Québec (IdQ) propose aujourd'hui une note de recherche intitulée *Plus d'emplois bien rémunérés, est-ce possible? Analyse des écarts salariaux entre le Québec et l'Ontario*. « Par cette analyse, nous cherchions d'abord à valider si les enjeux identifiés par le nouveau gouvernement correspondaient à de réels défis pour le Québec et à mieux comprendre où se situent les écarts salariaux entre le Québec et l'Ontario, déclare Mia Homsy, directrice de l'IdQ. Ainsi, il nous apparaissait essentiel d'avoir un portrait clair des enjeux afin de tabler sur les bonnes cibles et de mettre les meilleures actions en place. »

Dans un premier temps, cette analyse confirme que le revenu disponible des Québécois est bel et bien plus faible que celui des Ontariens. Cet écart s'explique en grande partie par une rémunération moindre des travailleurs au Québec. Toutefois, en décortiquant les écarts salariaux entre ces deux provinces, l'exercice montre que cette réalité trouve son origine dans plusieurs sources :

- Les Québécois travaillent en moyenne une heure de moins par semaine que les Ontariens, ce qui explique environ le tiers de l'écart salarial;
- Au Québec, les salaires horaires moyen (24,94 \$) et médian (21,75 \$) sont légèrement plus faibles qu'en Ontario (26,43 \$ et 22,50 \$).
- Ainsi, bien que cet écart tende à s'amoinrir, le salaire moyen en Ontario est 6 % plus élevé que celui du Québec et le salaire médian l'est de 3,4 %.
- Bien qu'il y ait autant d'employés dont le salaire varie entre 26 \$/h et 40 \$/h au Québec qu'en Ontario, les différences observées se situent surtout aux extrémités de la distribution. Ainsi, le Québec compte proportionnellement plus de salariés dont le salaire horaire se situe entre 12 \$ et 26 \$ et moins dont le salaire horaire excède 40 \$.
- Les écarts salariaux sont particulièrement marqués dans le secteur de la finance, de l'assurance et des services immobiliers et dans celui des services professionnels, scientifiques et techniques.

Alors, que faut-il faire pour accroître les « bons salaires » ?

« Dans un contexte de plein emploi et de rareté de main-d'œuvre, miser sur la productivité pour augmenter les salaires s'avère indéniablement une bonne stratégie à adopter, soutient Mia Homsy. Car au chapitre de la productivité, l'analyse révèle encore là que l'Ontario tire mieux son épingle du jeu que le Québec, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. »

Alors, comment faire pour accroître la productivité?

L'analyse des écarts de productivité par secteur est complexe et les causes sont très variables d'un secteur à l'autre, et même d'une entreprise à l'autre. Toutefois, les experts s'entendent sur les principaux facteurs qui ont pour effet d'accroître la productivité. Il faut d'abord miser sur le capital humain en investissant dans le développement des compétences. À l'heure où le bassin de main-d'œuvre potentielle diminue, il est d'autant plus important de rehausser le niveau de qualification des travailleurs et d'assurer une meilleure adéquation entre la formation et les besoins réels. Ensuite, il est nécessaire d'accroître le stock de capital par travailleur en stimulant les investissements, principalement ceux dans la machinerie et l'équipement.

De la parole aux actes

À la lumière de cette analyse, une évidence s'impose : la première action à poser par le gouvernement pour incarner ce changement consisterait donc à **revoir ses programmes axés sur la création d'emplois afin de les remplacer par des offensives favorisant la création de**

valeur, l'innovation, le développement des compétences et l'investissement en machine et matériel. En parallèle, il devra **privilégier le développement des secteurs à forte valeur ajoutée et à haute intensité technologique**, qui offrent généralement de meilleurs salaires. Le discours économique du gouvernement semble cibler les bonnes priorités, mais il reste encore imprécis sur les solutions à mettre de l'avant, surtout sur les enjeux de formation de la main-d'œuvre.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

SOURCE Institut du Québec

Renseignements: Liette D'Amours, Responsable des relations avec les médias, 514 649-2347, liette.damours@videotron.ca

Related Links

<http://www.conferenceboard.ca/idq/>